



MONTUSSAN

COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 FEVRIER 2018

L'an deux mille dix-huit et le huit février, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 1^{er} février 2018

Etaient présents :

Mesdames FONTENEAU Sylvie, CHANSARD Nathalie, JEAN-THEODORE Corinne, BOULDE Fleur, ROBERT Maryse, CHAZELLE Pascale, RIESCO Barbara, LAURENT Maria Concepción, MILLARD Catherine ;
Messieurs DUPIC Frédéric, HONTARREDE David, MARTIN Isidro, SEURIN Alban, CHIRON Patrice, LABROUQUERE Marc, MARTIN José, BERNARD Jean-Luc, ARNATHAU Claude ;

Etaient absents :

Mesdames FRANCKE Nicole, DUARTE Cristina ;
Messieurs RICHER Claude, PERRUC François, MARTY Jean-Luc ;

Procurations :

Madame FRANCKE Nicole donne procuration à Monsieur ARNATHAU Claude.

Madame BOULDE Fleur a été nommée secrétaire de séance.

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 21 décembre 2017

Le compte rendu de la séance du 21 décembre 2017 est accepté et voté à l'unanimité.

2. Etat des décisions prises par Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du C.G.C.T.

Monsieur le Maire propose de ne pas donner lecture de l'état des décisions prises, ce qui est accepté par les membres du Conseil Municipal.

3. MISE EN PLACE DES NOUVEAUX RYTHMES SCOLAIRES A LA RENTRÉE SCOLAIRE DE SEPTEMBRE 2018

Monsieur le Maire rappelle qu'un questionnaire a été distribué à tous les parents des écoles maternelle et élémentaire afin de connaître leur choix sur un éventuel changement des rythmes scolaires et à la création d'un centre de loisirs pour la rentrée de septembre 2018. Un travail de concertation a également été fait avec les instituteurs et les parents d'élèves. Le retour à la semaine de 4 jours a largement été choisi.

DÉLIBÉRATION 2018-01 : MISE EN PLACE DES NOUVEAUX RYTHMES SCOLAIRES A LA RENTRÉE SCOLAIRE DE SEPTEMBRE 2018

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le décret 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,
Vu les avis favorables des conseils d'écoles de Montussan en date des 1^{er} et 5 février 2018 relatifs à la semaine de 4 jours ;
Vu le courrier de Monsieur le Directeur Académique demandant aux communes de transmettre leur décision sur la semaine scolaire et ses horaires avant le 12 mars 2018 ;*

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Suite à la réforme des rythmes scolaires instaurée par le décret du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires, la commune de MONTUSSAN a instauré des horaires d'écoles prévoyant 4,5 jours d'école pour les enfants.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'il est désormais possible pour les communes qui le souhaiteraient de revenir à la semaine de 4 jours. Aussi et dans un souci de concertation, un questionnaire a été adressé à chaque famille dont les enfants sont scolarisés sur notre commune afin qu'elles se prononcent sur un éventuel changement des rythmes scolaires. Ces dernières ont choisi à une très large majorité un retour à la semaine de 4 jours.

Enfin, les conseils d'écoles, consultés récemment sur l'organisation du temps scolaire pour la rentrée scolaire 2018 et sur la possibilité de revenir à une semaine de 4 jours (lundi, mardi, jeudi et vendredi), se sont prononcés en faveur de celle-ci.

Monsieur le Maire propose les nouveaux horaires suivants, élaborés en concertation avec les équipes enseignantes :

Pour l'école maternelle :

7h-8h35 : accueil périscolaire

8h45-12h : enseignement

12h-13h45 : pause méridienne

13h45-16h30 : enseignement

16h30-18h30 : accueil périscolaire

Pour l'école élémentaire :

7h-8h50 : accueil périscolaire

9h-12h : enseignement

12h-13h30 : pause méridienne

13h30-16h30 : enseignement

16h30-18h30 : accueil périscolaire

Aussi, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'APPROUVER le retour à la semaine de 4 jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi) à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018 ;

D'APPROUVER les horaires journaliers d'écoles à MONTUSSAN tel que présentés par Monsieur le Maire ;

DE DONNER son accord pour proposer ces modalités d'organisation du temps scolaire à Monsieur le Directeur Académique des services de l'éducation nationale de notre secteur, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire relatif à la présente délibération.

4. CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE POUR L'AMENAGEMENT DU BOURG DE MONTUSSAN : AUTORISATION DE SIGNATURE

DELIBERATION 2018-02 : CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT POUR L'AMENAGEMENT DU BOURG DE MONTUSSAN : AUTORISATION DE SIGNATURE

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que le

projet d'aménagement du bourg nécessite une convention avec le Département de la Gironde dans la mesure où les travaux vont être réalisés le long de la route départementale n°115^e6.

Il précise que le Centre Routier Départemental a d'ores et déjà émis un avis technique favorable sur le projet présenté.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer ladite convention annexée à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'ACCEPTER la réalisation des travaux d'aménagements sécuritaires le long de la route départementale n°115^e6 (Avenue de Verdun) et la participation financière du Département au financement des travaux de voirie ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention avec le Département de la Gironde et tous les documents relatifs à cette opération.

5. CONVENTION DE LOCATION D'UNE LICENCE DE DEBIT DE BOISSON DE 4EME CATEGORIE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire rappelle que suite au rachat de la licence 4 au Château La Moune, la municipalité a été contactée par le Bistrot « M » qui souhaite louer cette licence pour une durée de 10 ans pour un montant mensuel de 150€.

DELIBERATION 2018-03 : CONVENTION DE LOCATION D'UNE LICENCE DE DEBIT DE BOISSON DE 4EME CATEGORIE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune est propriétaire d'une licence de débit de boisson de 4^{ème} catégorie. Cette dernière a été acquise dans le seul but que ladite licence puisse rester sur la commune.

La société propriétaire du « BISTROT M » nouvellement installée au numéro 11 route de la Loubère à MONTUSSAN est intéressée pour exploiter cette licence. Il est précisé que le directeur général de cette société est titulaire d'un permis d'exploitation.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer une convention de location de ladite licence avec la société LARDSOL, propriétaire du « BISTROT M », organisant la location dans les conditions suivantes :

Loyer : 150€ / mois ;

Durée : 10 ans à compter du jour de signature de la convention ;

Exploitation de la licence dans le seul cadre du restaurant le « BISTROT M » situé au numéro 11 route de la Loubère à MONTUSSAN

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'AUTORISER la location de la licence de débit de boisson de 4^{ème} catégorie à la société LARDSOL propriétaire du restaurant le « BISTROT M » dans les conditions détaillées ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de location pour la licence IV ainsi que tout document utile à la mise en œuvre de la présente délibération

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

6. CREATION D'UN POSTE D'EDUCATEUR TERRITORIAL DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

DELIBERATION 2018-04 : CREATION D'UN POSTE D'EDUCATEUR TERRITORIAL DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

Vu l'avis favorable de la commission administrative paritaire en date du 31 janvier 2018 ;

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur Olivier MARTIN, responsable du service animation, a passé et obtenu l'examen professionnel d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2ème classe.

Aussi, il convient de procéder à la création de ce poste au tableau des effectifs et ce afin de pouvoir procéder à son avancement.

En conséquence, le Conseil Municipal après avoir délibéré, décide :

➤ **DE CRÉER** à compter du 8 février 2018 un poste d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe à temps complet (catégorie B) au tableau des effectifs ;

➤ **D'INSCRIRE** les dépenses relatives à cette création au budget de l'année 2018 au compte 6411.

7. MOTION - POSITION DU CONSEIL MUNICIPAL DE MONTUSSAN RELATIVE AU DEPLOIEMENT INDIVIDUEL DES COMPTEURS COMMUNICANTS LINKY SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

DELIBERATION 2018-05 : MOTION - POSITION DU CONSEIL MUNICIPAL DE MONTUSSAN RELATIVE AU DEPLOIEMENT INDIVIDUEL DES COMPTEURS COMMUNICANTS LINKY SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Considérant le déploiement des compteurs communicants Linky entamé à l'échelle nationale depuis décembre 2015, en vertu d'un processus voté par le Parlement et encadré par la Commission de Régulation de l'Energie, par la société ENEDIS et ses sous-traitants ;

Considérant le déploiement des compteurs Linky sur le territoire de MONTUSSAN à compter de juin 2018 par le concessionnaire ENEDIS ;

Considérant la faible marge de manœuvre dont disposent les communes pour refuser d'implanter lesdits compteurs, actée notamment par les ordonnances rendues par les tribunaux administratifs de Bordeaux et Toulouse le 22 juillet 2016 suite aux saisines des préfets compétents, prescrivant la suspension de l'exécution des délibérations municipales n'autorisant pas ou refusant le déploiement des compteurs Linky ;

Considérant la réponse ministérielle n° 6998 publiée au Journal Officiel du 26 juillet 2016 précisant que « l'obligation faite par la loi aux gestionnaires de réseau ne heurte pas le principe de libre administration des collectivités territoriales, comme l'a précisé le

Résultat du vote :

- Pour : 18
- Contre : 0
- Abstention : 1

Conseil d'Etat dans son arrêt n°354321 du 20 mars 2013, association « Robin des toits et autres ». Ainsi les collectivités territoriales ne peuvent pas faire obstacle au déploiement des compteurs Linky. En particulier, une délibération d'un Conseil Municipal s'opposant au déploiement des compteurs Linky serait entachée d'illégalité ;
Considérant les interpellations des administrés ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

DE PRENDRE ACTE qu'il ne peut pas s'opposer juridiquement au déploiement sur son territoire des compteurs Linky ;

DE DEMANDER à la société ENEDIS :

d'écouter, de prendre en compte et de respecter la volonté des personnes qui refusent l'installation à leur domicile des compteurs Linky ;

de prendre en considération les blocages personnels ou techniques qui sont évoqués lors de la pose des compteurs, en aucun cas d'exercer une quelconque forme de pression, de menace, d'intimidation ou de harcèlement ;

de respecter toute prescription médicale faisant état d'électro-sensibilité, en retirant immédiatement et sans réserve les personnes atteintes par cette affection du programme de pose de ces compteurs ;

de rappeler l'ensemble de ces principes à ses sociétés sous-traitantes, chargées de l'installation de ces compteurs, et de s'assurer du respect sans condition de toutes ces mesures.

DE DIRE QUE la présente motion sera transmise à la société ENEDIS, à Monsieur Nicolas HULOT Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire ainsi qu'à Monsieur le Préfet de Gironde.

9. MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES : RETRAIT DE LA COMPETENCE « EAU »

DELIBERATION 2018-06 : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES : RETRAIT DE LA COMPETENCE « EAU »

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « loi NOTRe » et notamment ses articles 64, 68 et 81 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2224-7 et L 2224-8, ainsi que les articles L 5211-4-1, L 5211-5, L5211-17 et L 5214-16 ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès ;

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu les arrêtés antérieurs :

30 octobre 2000 - fixation du périmètre

18 décembre 2000 – création

22 décembre 2000 – Eligibilité à la DGF bonifiée

04 novembre 2004 – Modification des compétences

08 mars 2006 - Modification des compétences

04 septembre 2006 – Modification des compétences

04 septembre 2006 - Modification des statuts

14 juin 2007 – Modification des compétences

03 novembre 2008 – Modification des compétences

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

05 mars 2009 – Modification des compétences

10 janvier 2012 - Modification des compétences

17 mai 2013 - Modification des compétences

21 octobre 2013- Modification des statuts

08 juillet 2014 – Modification des statuts, des compétences

23 juin 2016 – Modification des statuts

26 décembre 2016- modification des statuts

28 décembre 2017- modification des statuts

Considérant qu'une récente disposition issue de la loi de finances 2018 relative à la DGF bonifiée des communautés de communes à FPU a modifié le nombre de compétences nécessaires pour bénéficier d'une bonification et de la dotation d'intercommunalité.

Compte tenu des difficultés liées au transfert de ces compétences supplémentaires, le nombre de compétences nécessaires est désormais de 8 sur 12 compétences (article 159 Loi de Finances 2018).

Considérant l'intérêt de retirer la compétence « eau » ;

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification des statuts modifiés tels qu'ils figurent en annexe de la présente délibération pour une mise en application à compter du 15 mars 2018.

En conséquence, le Conseil Municipal après avoir délibéré, décide :

D'APPROUVER les modifications des statuts comme définies ci-avant.

DE DEMANDER au Préfet :

De modifier son arrêté du 18 décembre 2000, complété par ses arrêtés des 4 novembre 2004, 8 mars 2006, 4 septembre 2006, 14 juin 2007, 3 novembre 2008, 5 mars 2009, 10 janvier 2012, 17 mai 2013, 8 juillet 2014, 23 juin 2016, 26 décembre 2016, 28 décembre 2017 ;

D'approuver les nouveaux statuts et leurs annexes avec une mise en application à compter du 15 mars 2018.

10. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire indique que les travaux de défrichement en vue de la construction du projet LOGEVIE sur la propriété Jordana commenceront le lundi 12 février prochain.

Madame Maria Concepción LAURENT indique que dans le cadre de la manifestation Lis Tes Ratures, une rencontre littéraire avec l'auteure Séverine VIDAL aura lieu ce vendredi 9 février à 20h en mairie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h41.

A Montussan, le 19 février 2018.

Le Maire, Frédéric DUPIC

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE DE MONTUSSAN' in the 'GIRONDE' department. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'FDUPIC'.